

# Le personnel de l'Avenir persiste, Lawson, c'est non !

## PRESSE Le climat social se détériore à nouveau

- Les chefs de service refusent de travailler avec Philippe Lawson.
- La direction des EDA les menace de faute grave.
- Les conditions de départ à la prépension sont contestées.

Un mois et demi après la fin de la procédure Renault et la conclusion d'un accord entre les syndicats et la direction des Editions de l'Avenir (EDA) comprenant la suppression de 45 emplois, le climat social se détériore à nouveau à la vitesse grand V au sein de l'entreprise.

Principal point de friction : le maintien en fonction du directeur des rédactions, Philippe Lawson, qui avait été désavoué par le personnel le 26 octobre dernier, quelques jours après l'annonce du plan de restructuration. Dans une motion de défiance votée à l'unanimité moins deux abstentions, le personnel avait décidé de ne plus le considérer « comme interlocuteur pertinent dans le cadre de son travail quotidien. Cela signifie, spécialement pour les journalistes, que ces derniers ne reconnaissent plus son autorité en tant que manager de la rédaction ni son rôle éditorial ». Raison invoquée ? L'impossibilité de relever les défis qui attendent le journal « sous la direction d'un manager à ce point défaillant ».

Arrivé quelques semaines seulement avant la restructuration, Philippe Lawson est assimilé à ce plan social dans les yeux du personnel. Ce Liégeois, ex-journaliste à *L'Écho* et à *La Libre* est aussi perçu en interne comme l'homme de main de Stéphane Moreau, le tout-puissant patron de Nethys, actionnaire des EDA.

La direction lui avait à l'époque réaffirmé

son soutien mettant cette motion de défiance sur le compte de l'émotion née de l'annonce de la restructuration. Il semble aujourd'hui qu'elle ait sous-estimé l'animosité à l'égard de son directeur des rédactions...

Ce mardi, Philippe Lawson devait présenter aux chefs de service le projet de réforme du fonctionnement du journal afin que celui-ci soit plus efficace et plus réactif dans l'environnement digital. Ces derniers ont refusé de participer à la réunion, restant fidèle à l'esprit de la motion de défiance votée quelques semaines plus tôt. Ils ont proposé à la direction d'avancer sur les différents projets de leur côté avec les deux rédacteurs en chef adjoints.

La direction n'a guère goûté cette proposition et ce boycott. Ce mercredi, Yves Berlize, le directeur général des EDA, a envoyé un courrier plutôt menaçant aux chefs de service dans lequel il leur demande de participer aux ateliers « en dialogue avec Philippe Lawson. Un défaut de présence ou de collaboration respectueuse sera considéré comme un manquement professionnel ».

Les délégués de l'Association Professionnelle des Journalistes (AJP) et de la Société des Rédacteurs (SDR) des EDA, n'ont pas voulu laisser passer « cette menace non voilée à l'encontre de tous les cadres de la rédaction, qui n'accepteraient pas de travailler avec le directeur des rédactions ». Dans une lettre adressée à la direction, ils marquent leur soutien total « à des chefs de service constructifs, qui ont, à de nombreuses reprises, motivé leurs réserves par rapport à M. Lawson, sur base d'éléments objectifs, et certainement pas émotionnels. Le fait d'avoir tourné unanimement les talons lors du premier atelier, suffit à lui seul à démontrer que le problème ne vient pas de l'équipe, mais de l'entraîneur ». L'AJP et la SDR ajoutent à l'attention de la direction « que ré-

soudre un problème en considérant qu'il n'existe pas ne risque pas d'améliorer une situation déjà tendue ».

Ce n'est pas le seul point de tension. Le personnel a aussi appris par la bande, que le groupe Nethys travaillerait activement au lancement d'un site d'information au départ de Liège qui emploierait une vingtaine de personnes, et ce en dehors des EDA. Le projet porte le nom de « *Flush24* », selon *Le Vif*. « Il viendrait court-circuiter *L'avenir.Net* (le site de l'Avenir, NDLR), réagit-on en interne. Si ça, c'est de la saine gestion !... ».

**« Résoudre un problème en considérant qu'il n'existe pas ne risque pas d'améliorer une situation déjà tendue »** L'AJP

D'autres sources nous indiquent qu'il n'est

pas question de concurrencer *L'avenir*. Il s'agirait d'une cellule d'experts qui analyse les projets digitaux en cours dans trois entités du groupe (EDA, Moustique et Voo) afin de créer des synergies.

Le malaise est encore accentué par le flou qui règne autour des conditions de départ en prépension des journalistes. Moins d'un tiers de ceux qui sont concernés a accepté à ce stade de signer pour un départ.

Les autres réclament un montant supérieur à ce qui été négocié entre les syndicats et la direction car ils estiment que la convention barémique des journalistes – qui leur est plus favorable – n'a pas été prise en compte dans les calculs. Le tout sur fond de bisbille et de divergence d'interprétation entre les syndicats et l'AJP...

La direction des EDA n'a pas donné suite à nos demandes de réaction. Quant à Philippe Lawson, il n'a pas souhaité réagir. ■

JEAN-FRANCOIS MUNSTER